

<http://pierrealainmillet.fr/France-2020-du-charbon-en>



# France 2020 : du charbon en septembre pour fournir l'électricité

- Lectures... -



Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2020

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**L'association Droit à l'énergie, SOS futur, dont un des responsables est un ami militant de St-Genis-Laval, Gilles Pereyron, développe des actions de solidarité dans toute la planète pour le droit à l'énergie. Elle aide à des projets concrets, notamment de photovoltaïque, pour apporter l'énergie dans des régions sous-développées, et elle défend partout le service public contre les privatisations et la loi du marché, travaillent avec l'ONU à une journée mondiale de l'accès à l'énergie durable pour tous.**

**Son communiqué sur la situation de la production d'électricité en France en septembre nous alerte sur les incohérences de la stratégie électrique. Il faut absolument sortir d'une transition énergétique conçue uniquement en fonction des intérêts capitalistes.**

**Je conseille d'ailleurs la lecture de son communiqué précédent sur [la situation catastrophique en Californie...](#)**

## **Au mois de septembre, avec une consommation en baisse, on manque déjà d'électricité, alors qu'en sera-t-il cet hiver ?**

« *En été, la France a déjà rallumé ses centrales à charbon !* » pouvait-on lire dans la presse très récemment. En réalité cette remise en route des centrales à charbon n'a été que de 367 MW pour 2997 MW de capacité installée soit 12,24% de ses possibilités.

La France a préféré importer de l'électricité. En effet, d'après les chiffres de RTE de juillet la France a importé plus d'électricité que les années normales, de l'ordre de 6 GW (pour une capacité d'import estimée à 10,8 GW). Ces importations venues directement d'Allemagne, avec une émission élevée de CO<sub>2</sub> (plus 400gr/kWh) s'accompagnant d'un coût financier important de l'ordre de plus de 120 Euros voire plus le MW.

Mais cela semble-t-il pas été suffisant pour répondre aux besoins en électricité du pays. Selon RTE, des mesures « d'effacements » - c'est-à-dire le report de consommations d'entreprises qui acceptent de les différer ou de les modérer moyennant rémunération - ont été utilisées ces derniers jours pour faire baisser la consommation.

Les politiques menées ces dernières années de fermeture des tranches utiles à la production de pointe (charbon et fuel) sans aucune compensation en capacité de production, ajoutée à la fermeture des réacteurs nucléaires de Fessenheim, fait peser de grands risques sur la sécurité d'approvisionnement du réseau électrique.

L'anticyclone qui s'est déployé en France et sur l'Europe et qui a entraîné des vents très faibles a également joué en défaveur des productions électriques intermittentes puisque sur *toute la plaque européenne, la production éolienne a représenté moins de 3 % du mix électrique.*

De plus, la très faible disponibilité du parc de réacteurs nucléaires d'EDF (sur les 56 réacteurs, 24 sont actuellement à l'arrêt) en raison de causes multiples pointe les dangers de la réduction à 50 % de la part du nucléaire dans le mix électrique inscrite dans la PPE et ce sans même l'esquisse de nouvelle construction de réacteurs nucléaires. Depuis

2000, aucun moyen de production n'a été construit à part du renouvelable dont on connaît les limites. D'ailleurs, EDF estime que sa production nucléaire « sera de l'ordre de 300 térawattheures (TWh) en 2020 et comprise entre 330 et 360 TWh chaque année en 2021 et en 2022 » alors qu'elle prévoyait jusqu'ici une hypothèse pour 2020 de 375- 390 TWh.

1- 6 réacteurs voient leur programme de maintenance prolongé par des avaries techniques et les retards consécutifs à la crise COVID

- 2 réacteurs sont provisoirement à l'arrêt à Chooz (Ardennes) le débit de la Meuse est insuffisant du fait de la situation climatique, au regard de la réglementation, pour les refroidir.
- 2 réacteurs sont au ralenti pour économiser le combustible et le conserver pour l'hiver, du fait du décalage des travaux de maintenance d'autres réacteurs en pleine crise sanitaire
- 14 réacteurs sont arrêtés dans le cycle normal de maintenance afin d'être disponibles pour l'hiver

Cette situation fait courir des risques sur l'alimentation électrique pouvant avoir des conséquences catastrophiques pour les ménages et notre industrie. La période actuelle de la pandémie nous rappelle que l'électricité est un bien indispensable à la vie.

Cette situation démontre l'incohérence de la politique énergétique de la France qui s'inscrit pleinement dans la loi du marché pour répondre aux appétits des actionnaires au détriment de la réponse aux besoins des gens. C'est la logique de concurrence entre moyens de production plutôt que celle de la complémentarité qui se profile.

C'est bien pour cela que RTE a rappelé le 18 septembre que dans l'ensemble « *l'hiver 2020-2021 demeure toujours sous vigilance particulière et l'équilibre prévisionnel entre offre/demande devrait rester tendu, notamment de mi-novembre à décembre en cas de froid précoce* ».

Pour notre ONG, la réponse aux besoins, l'accès à l'énergie pour tous et la préservation de notre planète passe par la mise en oeuvre d'un véritable service public de l'énergie en rupture avec les logiques financières.

Montreuil, le 25 septembre 2020